



FEDERATION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT, DE LA CULTURE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE de L'EURE

FORCE OUVRIERE

17 ter, rue de la Côte Blanche 27 000 Evreux
Téléphone : 02 32 33 01 11: – Mail : snfolc27@orange.fr

CSA SD du vendredi 9 février 2024

Déclaration des délégués de la FNEC FP FO de l'Eure

Mesdames et messieurs les membres du CSA SD de l'Eure,
Madame la Directrice académique,

Le CSA D 1^{er} degré se réunit :

- à l'heure où l'Ecole publique traverse une crise dont la nomination hier d'une 4^{ème} ministre, en moins d'1 an et demi, en est le symbole ;
- à l'heure où les personnels et les familles refusent la destruction de l'École publique engagée par le président Macron et les ministres de l'Education nationale successifs ;
- à l'heure où le contexte social est tendu, la colère monte face au coût de la vie, à l'inflation et à la stagnation des salaires ;
- à l'heure où le président Macron veut imposer sa loi immigration, loi raciste de division des travailleurs et de remise en cause des droits sociaux,
- à l'heure où le président Macron soutient les gouvernements qui massacrent les peuples, et en particulier le peuple palestinien soumis à un véritable génocide...

La colère des personnels de l'Education Nationale s'est exprimée le jeudi 25 janvier avec 5000 manifestants sous les fenêtres de la ministre pour l'abandon de l'acte 2 de l'école inclusive systématique et forcée. Avec la FNEC FP FO, ils ont revendiqué le maintien des établissements médico-sociaux ainsi que la création de places supplémentaires, l'augmentation des salaires pour les AESH ainsi qu'un statut et un recrutement à hauteur des besoins, l'abandon des PIAL et des PAS.

Les collègues ont bien conscience que l'inclusion scolaire systématique sous couvert de belles annonces masque une terrible réalité : la volonté de faire des économies sur le dos des enfants les plus fragiles qui conduit à de la maltraitance institutionnelle.

Cette manifestation fut suivie d'une autre journée de mobilisation le jeudi 1^{er} février. Ce mouvement de grève avait pour objectif de défendre les conditions de travail qui ne cessent de se dégrader notamment à cause de cette inclusion scolaire systématique et forcée mais aussi à cause de toutes les réformes

successives, de réclamer des moyens supplémentaires en postes, en heures, et de refuser le « choc des savoirs », véritable tri social dont la Ministre voudrait faire porter la responsabilité aux directeurs d'école notamment. Les enseignants se sont fortement mobilisés pour défendre l'école publique.

La question salariale est aussi au centre des préoccupations, les enseignants ayant perdu 28,5% de pouvoir d'achat en 25 ans. Ce n'est pas la maigre revalorisation du point d'indice, 5 points d'indice soit 300€ bruts sur l'année, qui pourront compenser cette perte et surtout répondre à l'inflation toujours aussi forte.

La FNEC FP FO revendique une augmentation de 10 % immédiatement (augmentation d'ailleurs promise lors de la campagne présidentielle) et l'ouverture de négociations pour rattraper ce pouvoir d'achat perdu.

Les enseignants ont refusé en grande majorité le « pacte » qui prévoit de nous faire « travailler plus pour perdre moins ». La totalité des enveloppes budgétaires doit être utilisée pour la « revalorisation » de tous les personnels, sans contrepartie !

La FNEC FP-FO refuse les rémunérations en fonction de « missions supplémentaires » du « pacte » qui remet en cause toutes les règles statutaires, et ce alors que le Ministère compte fermer plus de 650 postes d'enseignants à la rentrée dans le premier degré, dont 110 dans l'Académie de Normandie. De même, la FNEC FP FO et sa fédération des fonctionnaires, la FGF FO, refusent la volonté du président Macron d'instaurer une rémunération au mérite dans la Fonction Publique.

Aujourd'hui, nous sommes réunis pour statuer sur un projet de carte scolaire qui prévoit 65 fermetures de classes et 18 dispositifs soit un total de 83 classes fermées pour 15 ouvertures de classes. A nouveau cette année, il est prévu de fermer 8 écoles dans l'Eure afin de récupérer des postes de direction notamment. Une véritable hécatombe !

Mercredi, 100 personnes (enseignants, parents et élus) se sont rassemblées pour s'opposer à votre projet de carte scolaire entraînant autant de fermetures. Preuve du dialogue social instauré dans l'Eure depuis votre arrivée, aucune délégation n'a été reçue pour défendre leur situation alors que le calendrier est plus que restreint ! Des écoles n'étaient pas au courant de l'éventualité d'une fermeture le vendredi 2 février alors que d'autres avaient fait remonter depuis 1 mois leurs effectifs non pris en compte en groupe de travail ce mardi ! La FNEC FP FO dénonce votre conception du « dialogue social » où les décisions sont souvent annoncées sans concertation avec les enseignants et vont parfois à l'encontre de la volonté des élus. La preuve en est que les documents donnés au CDEN sont les mêmes donnés pour le groupe de travail de mardi dernier. Des pressions sont exercées sur les élus, les collègues et les parents d'élèves pour faire accepter ces décisions.

Ce projet n'apportera aucune amélioration des conditions de travail des enseignants qui sont étroitement liées aux conditions d'apprentissage et d'accueil des élèves.

Des écoles ayant des élèves rencontrant des difficultés sociales importantes, et incluant un grand nombre d'élèves, souvent sans AESH, avec des RASED incomplets vont voir leurs effectifs augmenter. Il y aura de plus en plus d'élèves dans les classes alors que l'inclusion scolaire systématique et forcée entraîne une gestion des classes de plus en plus difficiles et des dossiers de plus en plus nombreux. Pourtant, ce critère n'est pas pris en compte alors que de nombreux enfants restent sans accompagnement à hauteur de leurs besoins avec la mutualisation des AESH et l'instauration des PIAL.

Dans une logique comptable, en effet, un ou deux élèves supplémentaires par classe, c'est peu. Mais, le principe de réalité nous rattrape et, sur le terrain, dans une classe, cela fait une différence.

À vrai dire la raison de tout ce projet est uniquement budgétaire : le gouvernement supprime 650 postes dans le 1^{er} degré, ce qui se traduit par la suppression de 110 postes sur l'académie normande dont un delta fermeture/ouverture de - 27 postes au final pour l'Eure. Comment comprendre, dans ces circonstances, la restitution de 300 millions d'Euros de notre ministère au budget national ?

Soit, la baisse démographique sur notre département sera très certainement effective, mais n'était-ce pas justement une occasion inespérée pour réinjecter ces postes dans la brigade de remplacement sans nuire à la qualité du taux d'encadrement ou pour permettre la baisse effective de l'ensemble des classes du département ?

Concernant la brigade de remplacement, elle ne bénéficie dans ce projet de carte scolaire d'aucune ouverture de poste. Au vu des difficultés de remplacement persistantes depuis plusieurs années, sur le territoire, cette mesure serait pourtant plus que nécessaire. Seule la brigade de formation continue bénéficiera de l'ouverture de 8 postes ceci au service exclusif des commandes ministérielles visant à territorialiser l'école, comme les évaluations d'école, ou à remettre en cause la liberté pédagogique et le libre choix de la formation, avec les formations en constellations. Ces formations ne répondent pas aux besoins réels du terrain et des enseignants. Or, dans le même temps, les collègues ne sont pas remplacés lorsqu'ils sont en congé maladie et reçoivent des refus à leurs demandes d'absence, quelle qu'en soit la raison. C'est pourquoi nous demandons le retour de la distinction des postes de ZIL et de BD gérés par les circonscriptions et non par la mise en place d'un pôle de remplaçants au niveau de la DIPER 3, ce qui avait été sous-entendu par le Secrétaire général en GT sur la réorganisation des circonscriptions.

De plus, il manque toujours des postes de RASED. La FNEC FP FO 27 refuse d'ailleurs le recours aux pôles ressources et à l'EMAS qui vise à dénaturer les missions des RASED et à les placer comme des personnels ressources auprès des enseignants en lieu et place de leurs missions auprès des élèves. La FNEC FP FO réaffirme son exigence de la mise en place de RASED complets (PsyEN, maître E et G) pour 800 élèves

maximum. Elle refuse le recours systématique à la co-intervention et demande le respect de la liberté d'intervention des personnels RASED.

Concernant les ULIS école, les 5 ouvertures de ce dispositif sont loin d'être suffisantes pour satisfaire toutes les demandes. La FNEC FP FO 27 revendique le respect de la limitation des effectifs maximum en ULIS école à 12 et à 10 en ULIS collège.

Il faudrait augmenter le nombre de postes dans les structures spécialisées, IME et ITEP notamment, pour permettre une prise en charge adaptée pour les élèves à besoin particulier. La FNEC FP FO demande la création de tous les postes nécessaires dans les établissements spécialisés ainsi que le maintien de ceux-ci.

La FNEC FP FO sollicite aussi la création d'un poste entier d'UPE2A sur le secteur de Bernay qui accueille plusieurs dizaines d'élèves allophones et compte un CADA, ainsi qu'un poste supplémentaire sur Vernon. Elle refuse le changement des missions des UPE2A qui seraient des pompiers de service et revendique la liberté pédagogique et la liberté d'organisation pour ces personnels.

En outre, que dire des fusions d'école et de direction, auxquelles nous nous opposons vivement et qui se poursuivent encore cette année ?

Ces fusions sont un moyen de récupérer des postes et de faire des économies. Elles ne font qu'alourdir la charge de travail des directeurs, nient la spécificité de chaque école, facilitent, par la suite, les fermetures de classes, et sont une avancée de plus vers « l'école du futur » : établissement autonome pour appliquer la loi Rilhac où le directeur ou la directrice serait une supérieure hiérarchique.

Par ailleurs, la restructuration et la création d'une circonscription supplémentaire impactent également la carte scolaire. 4 postes et demi seront donc octroyés à ce projet, diminuant ainsi la dotation départementale en postes devant élèves qui est, selon nous, nécessaire et prioritaire.

Ce projet de carte scolaire est donc très loin de satisfaire les revendications légitimes et nécessaires à notre Ecole :

- ouvertures de classes demandées et annulation des fermetures ;
- mise en place de seuils permettant que toutes les classes élémentaires et maternelles soient au maximum à 25 ;
- création de postes à hauteur des besoins avec le recrutement de personnels sous statut pour abaisser les effectifs par classe,
- création des postes de remplaçants ;
- création de RASED, création de places en établissements spécialisés à hauteur des besoins ;

- augmentation des décharges de direction ;
- élargissement de la liste complémentaire pour absorber les besoins en septembre et en cours d'année ;
- plan de titularisation pour les contractuels qui le souhaitent, avec prise en compte de l'ancienneté et une formation équivalente aux fonctionnaires stagiaires ;
- augmentation générale des traitements, des salaires, des pensions et des retraites ;
- retour à une retraite à taux plein à 60 ans ;
- création d'un statut, un vrai salaire pour les AESH.

Pour toutes ces raisons, notre fédération votera contre votre projet de carte scolaire.

*FEDERATION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT, DE LA CULTURE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE de L'EURE*

FORCE OUVRIERE

*17 ter, rue de la Côte Blanche 27 000 Evreux
Téléphone : 02 32 33 01 11: – Mail : snfolc27@orange.fr*